

# 2<sup>ème</sup> Forum franco-allemand des syndicats

**Les secrétaires généraux des organisations françaises membres de la CES se sont retrouvés à Berlin les 13 et 14 octobre à l'invitation du DGB\*.**

Le secrétaire général de l'UNSA, Alain Olive est intervenu lors des débats qui ont révélé une large convergence de points de vue sur l'analyse de la crise, tout en mesurant l'importance de la coopération franco-allemande.



A l'issue des travaux, une déclaration de presse a été rendue publique. Intitulée « Plus de croissance et de meilleurs emplois pour sortir de la crise », elle met en lumière quelques mesures prioritaires :

- s'opposer fermement aux stratégies de retrait prématuré de mesures de relance
  - aider les salariés affectés par la crise à se maintenir dans l'emploi
  - développer des politiques industrielles européennes et instaurer un programme d'investissement européen
  - peser pour que les règles du commerce international prennent en compte le respect des normes du BIT
- La totalité de cette déclaration est publiée ci-après.

**Déclaration conjointe du DGB avec les confédérations françaises UNSA, CFDT, CFTC, CGT, Force Ouvrière :**

**« Plus de croissance et de meilleurs emplois pour sortir de la crise ! »**

L'Allemagne et la France demeurent dans une situation très difficile. Une croissance négative de 3% en France et de 5,3% en Allemagne est annoncée pour l'année 2009. Une récession de cette ampleur aura de lourdes conséquences pour l'emploi et la cohésion sociale dans nos pays. D'après l'OCDE, le taux de chômage pourrait atteindre 11,3% en France

et 11,8% en Allemagne. Les jeunes, les femmes et les travailleurs précaires sont les premiers et les plus touchés. La situation de la plupart des pays de l'Union Européenne est également très difficile. Rien ne laisse présager un redressement rapide de la situation. En aucun cas les mesures de relance et de soutien de l'économie ne doivent être abandonnées ou réduites. Ce serait prématuré et aurait des conséquences sociales désastreuses, dans nos deux pays et sur l'ensemble de l'Union compte tenu du poids de nos économies en Europe.

Nous engageons la Commission Européenne et les gouvernements français et allemands à œuvrer ensemble pour intégrer beaucoup plus fortement la dimension sociale à la construction européenne, et aider les salariés à faire face à la crise et mettre en place des politiques ambitieuses pour l'emploi dans le cadre d'une stratégie de sortie de crise par le développement durable, alliant performance économique, ambition sociale et respect de l'environnement. L'Europe doit faire la démonstration qu'elle est en capacité d'agir pour que des mesures effectives soient mises en œuvre, à son niveau et au niveau international, afin qu'une telle crise ne puisse plus se re-



# En France aussi...

“ Les organisations qui partagent la même philosophie réformatrice, ne devraient-elles pas mieux travailler ensemble, mieux se coordonner, mieux coopérer pour aboutir à des propositions communes sur l'emploi, l'assurance-maladie, les retraites, la dépendance, la fonction publique, le développement durable ? Le syndicalisme réformatrice, s'il veut être ambitieux, doit avoir une perspective de très large rassemblement. Parce que tout se joue, à la fin dans la réalité des avancées pour les salarié(e)s. ”

Alain Olive  
24 Novembre 2009



produire. En instaurant une régulation timide et hésitante des marchés financiers, l'Europe n'est pas à la hauteur de cette responsabilité.

Cette responsabilité passe par une meilleure coordination des politiques en Europe, au niveau économique et industriel, ainsi que par la construction d'un socle social commun par le dialogue social à la hauteur de l'enjeu. La bataille pour la création et la sauvegarde des emplois et le développement du modèle social doit être mise au centre de son action politique.

**La France et l'Allemagne, en concertation avec l'Union Européenne (Commission, Conseil et Parlement) doivent prendre les mesures communes suivantes :**

- S'opposer fermement aux stratégies de retrait prématuré des mesures de relance et de soutien.

- Aider les salariés affectés par la crise à se maintenir dans l'emploi (par des mesures comme le chômage partiel ou la formation), ou à retrouver un emploi en garantissant leur revenu.

- Donner de nouvelles impulsions en faveur d'initiatives communes dans le domaine de la politique fiscale visant une harmonisation progres-

sive de la fiscalité en Europe. L'objectif de justice redistributive doit être aussi poursuivi, particulièrement en cette période de crise.

- Développer des politiques industrielles européennes basées sur la recherche et l'innovation dans les secteurs d'avenir.

**Au-delà des mesures de relance à court terme instaurer un programme d'investissement européen.**

- Peser fortement pour que les règles du commerce international prennent en compte le respect des normes fondamentales du Bureau International du Travail.

De plus, une initiative européenne est nécessaire pour engager les entreprises et les organisations ayant profité des plans de sauvetages des banques à apporter leur propre contribution financière dans la lutte contre la crise (« redevance européenne anti-crise »). La locomotive franco-allemande peut jouer un rôle de moteur pour la croissance et l'emploi en Europe. Nos gouvernements doivent en assumer la responsabilité! ■

\*Le DGB (Deutscher Gewerkschaftsbund) est la principale confédération syndicale allemande. Syndiquant les salariés, mais aussi les chômeurs, les apprentis et les étudiants, elle réunit 6 millions d'hommes et de femmes, regroupés en 8 fédérations.

Pour en savoir plus : [http://www.dgb.de/sprachen/franzoesisch/work\\_and\\_structure.htm](http://www.dgb.de/sprachen/franzoesisch/work_and_structure.htm)